

En Allemagne, la crise énergétique empoisonne les débuts de la coalition

ANALYSE

L'inflation allemande n'est finalement pas retombée. Ou si peu. La hausse des prix au mois de janvier a atteint 4,9 %, contre 5,3 % au mois de décembre 2021. Les économistes tablent sur un recul bien plus prononcé, en raison de l'effet mécanique lié à la baisse temporaire de la TVA entre juin et décembre 2020. Il ne fait désormais plus aucun doute que l'inflation, jusqu'ici qualifiée de « temporaire », est en train de se prolonger douloureusement. Derrière son problème d'inflation, l'Allemagne se trouve surtout confrontée à un problème d'énergie. Ce sont en effet les prix du gaz, du pétrole et de l'électricité qui aiguillonnent actuellement la hausse drastique des prix. La question énergétique, longtemps sous-estimée, est en train d'empoisonner peu à peu tous les dossiers prioritaires du cabinet d'Olaf Scholz. Elle concentre toutes les fragilités de l'alliance « feu tricolore » (sociaux-démocrates du SPD, Verts et libéraux du FDP), qui a pris la tête de l'exécutif allemand, le 8 décembre 2021.

L'énergie est évidemment au cœur de la crise ukrainienne. Celle-ci révèle à la fois l'extrême dépendance de l'Allemagne au gaz russe, l'inconfort de l'opinion face à toute intervention extérieure armée et le tropisme moscovite de certains dirigeants du SPD, qui brouille le message de Berlin et exaspère ses partenaires. L'inflation énergétique a aussi une conséquence sociale : elle pourrait réduire, avant même son entrée en vigueur, l'effet de l'augmentation du salaire minimum à 12 euros prévue à l'automne, une promesse centrale du SPD.

La crise menace enfin l'autre grande ambition du gouvernement, orchestrée par l'écologiste Robert Habeck, chef du superministère de l'économie et du climat : décarboner

rapidement l'économie allemande, sans mettre en péril la prospérité du pays. M. Habeck veut tripler le rythme de baisse des émissions. D'ici à 2030, 80 % de l'électricité consommée en Allemagne devra être d'origine renouvelable. Tout cela en sortant du charbon, sans recours au nucléaire, et alors que les besoins vont fortement augmenter en raison de l'électrification des usages, notamment dans l'industrie et le chauffage.

Dans ce cadre, la hausse des prix des énergies fossiles était paradoxalement un objectif politique assumé : la taxe carbone, en vigueur depuis un an, est censée rendre plus attractives les alternatives moins polluantes. Le problème est que le choc énergétique actuel survient trop tôt et aussi trop brutalement. Il complique l'adaptation en affectant précisément la fiabilité de la seule énergie pilotable de réserve et de transition encore acceptée par les écologistes : le gaz.

La crédibilité des Verts en jeu

Or, le plan Habeck est déjà en soi une gageure politique. Il n'aboutira pas sans une large acceptation de la population, du monde économique et des collectivités locales. Son succès ou son échec déterminera la crédibilité des Verts en tant que parti de gouvernement. Jusqu'ici, Robert Habeck a pu se prévaloir du soutien de quelques grands groupes industriels allemands comme BASF ou Bayer, sommés par leurs actionnaires de s'engager sur la voie du zéro carbone. Il jouit aussi de la bienveillance du BDI, la grande fédération industrielle allemande.

Mais cela pourrait ne pas suffire. Outre la grogne de la population, les entreprises de taille moyenne, le fameux Mittelstand, redoutent de plus en plus bruyamment que la hausse du prix de l'énergie n'affecte une compétitivité déjà mise à mal par la révolution numérique et celle du moteur électrique. Sans parler de la hausse des coûts qu'impliquerait une augmentation des salaires, si les syndicats se montraient plus revendicatifs. Berlin va devoir rapidement mettre la main à la poche pour adoucir les conséquences des hausses de coûts pour les ménages les plus précaires, en plus du soutien déjà annoncé, considérable, pour la transition de l'appareil productif. Mais, là aussi, les capacités budgétaires ne sont pas illimitées : Christian Lindner, le ministre des finances du Parti libéral-démocrate (FDP), a placé sa crédibilité dans le respect du frein constitutionnel à l'endettement.

LE PLAN DU GOUVERNEMENT, SOIT DÉCARBONER RAPIDEMENT L'ÉCONOMIE SANS MENACER LA PROSPÉRITÉ DU PAYS, EST MENACÉ

S'ajoute à cela un autre risque pour la coalition : des écologistes plus fondamentalistes pourraient se rebeller face aux travaux de construction des éoliennes et des lignes à haute tension, qui auront fatalement des conséquences sur la forêt et certaines espèces animales. Sans parler des mouvements de défense de l'environnement qui jugeront que la politique du « realo » Habeck manque de radicalité. Le ministre évolue sur une étroite ligne de crête, entre garanties données à l'industrie et remises en cause du modèle de croissance traditionnelle, destinées à son électoral.

Combien de temps, dans ces conditions, l'unité affichée par les partenaires de la coalition peut-elle durer ? L'économiste Michael Hüther, directeur de l'Institut économique de Cologne, proche du patronat, invite à prendre du recul. Dans une tribune au quotidien *Handelsblatt*, il compare le défi climatique actuel à une autre grande crise : celle qui a touché l'Allemagne dans les années 1990, quand le chômage était endémique et la compétitivité en berne. Sous le chancelier Schröder (au pouvoir entre 1998 et 2005) aussi, deux ministères-clés avaient été rapprochés – celui de l'économie et celui du travail – afin de forcer les réformes.

La même capacité à dégager un compromis sur un problème macroéconomique structurel s'impose aujourd'hui, juge l'économiste. « La promesse d'atteindre la protection du climat et la prospérité économique de manière socialement acceptable dans le pays industrialisé qu'est l'Allemagne concerne tous les acteurs de la politique économique, sans aucune exception », insiste-t-il, sans pousser plus loin l'analogie. Après les réformes Schröder, l'Allemagne avait réglé son problème de chômage. Pour la coalition SPD-Verts alors au pouvoir, en revanche, l'histoire s'était plutôt mal terminée. ■

CÉCILE BOUTELET
(BERLIN, CORRESPONDANCE)

BERLIN VA DEVOIR TRÈS VITE METTRE LA MAIN À LA POCHE POUR ADOUCIR LES EFFETS DES HAUSSES DE COÛTS POUR LES MÉNAGES LES PLUS PRÉCAIRES

Collaboration | PAR SELÇUK



LE LIVRE

QUARANTE ANS DE COMBAT CONTRE LE VIH/SIDA

Apparue au début des années 1980, avec l'évocation des premiers cas dans le *New York Times* en juillet 1981, nommée bientôt « sida » (1983) et aussitôt marquée d'une stigmatisation tenace, la maladie n'appartient pas au passé. Et si le Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM), à Marseille, s'est proposé de l'inviter, commémorant quarante ans de ravages, ce n'est pas pour en fermer la page – toujours ouverte – mais, au contraire, pour proposer un retour sur ces quatre décennies d'une histoire sociale et politique à partager.

Il y a là un militantisme assumé dans la démarche, comme dans l'aventure qui mobilisa la collecte de ces objets et documents, amorcée au milieu des années 1990 par le Musée national des arts et traditions populaires, aux portes du bois de Boulogne, fermé en 2005, avant qu'il ne renaisse à Marseille, en 2013, en MuCEM. Comme plus tôt en-

core, il a fallu un engagement puissant de celles et ceux qui n'ont pas accepté l'invisibilisation des malades et le silence fait autour du fléau. Patients, soignants, artistes s'efforçant de témoigner d'un drame dont les représentations publiques tenaient de la caricature et déshumanisaient les victimes, chacun a voulu conjurer la fatalité et redonner leur dignité aux victimes.

Porté par des mouvements associatifs qui ont parfois spectaculairement interpellé l'opinion et les pouvoirs publics – on se rappelle Act Up-Paris coiffant l'obélisque de la Concorde d'un préservatif rose en décembre 1993 –, le combat voit son histoire magistralement contée dans le livre qui paraît en complément de l'exposition marseillaise. Souvent par la voix de celles et ceux qui ont réagi et agi les premiers. Aux commandes de l'ouvrage, les huit commissaires de l'exposition – sept chercheurs, la plupart anthropologues, et

un responsable des recherches opérationnelles du Sida-ction, Vincent Douris, qui recueille ici la parole d'une douzaine de témoins. Par d'autres voies, ils reprennent le défi d'une exposition de lutte : comment briser le silence, juguler la contagion, réduire les inégalités, notamment dans l'accès aux traitements, tout en mesurant les bouleversements intimes et collectifs que le sida a provoqués.

Tous s'effacent devant les témoignages. Et si Françoise Loux et Stéphane Abriol, pionniers de ce projet singulier et responsables de la collecte « Histoire et mémoires des luttes contre le sida » (2002-2006), signent seuls des contributions personnelles, c'est bien en tant que témoins et acteurs. Votre plus pour qui découvre le terrible *Triptyque : nécessaire de survie du séropositif au VIH* (2004), où Abriol donne à voir, dans l'armoire à pharmacie d'un malade, les médicaments qui racontent l'évolution des thérapies, simples jalons de la lutte contre la mort tant que la guérison n'est pas à l'ordre du jour.

La raison disqualifiée

Très dense, toujours choral, l'ouvrage est rythmé par deux portfolios puissants (Act Up-Paris ; manifestations publiques) qui séparent deux temps. Le premier est consacré aux représentations publiques où la profusion des discours et la stigmatisation qui en découle, quand l'affect et la peur disqualifient la raison, imposent de lutter, de livrer les formes et les mots de la colère, de se mobiliser pour aider comme pour alarmer. Le second porte sur les traitements, les soins et l'engagement des soignants, comme à la poursuite des luttes qu'on ne perçoit pas, envers ceux que la drogue, le travail du sexe ou la prison engluent dans le drame du sida, avant d'envisager les héritages, peu réjouissants.

Si l'irruption du Covid-19 rend plus sensible à la nécessité d'une démocratie sanitaire, la persistance, voire l'aggravation, des exclusions, jusque sur les sites de rencontres où ceux qui ne sont pas « clean » – entendez « séronégatifs » – sont rejetés, comme niés, rappellent que la lutte n'est pas que médicale et que la société a encore à digérer l'impact de l'épidémie.

Au hasard des contributions, saluons le regard photographique de Jean-Baptiste Carhaix sur les Sœurs de la perpétuelle indulgence, apparues en 1979, qu'il traite dans un somptueux noir et blanc, comme le beau dialogue croisé entre les photographes Emmanuelle Barbaras, qui piste la solidarité plutôt que la douleur dans les années 1990, et Régis Samba-Kounzi, qui, vingt ans plus tard, célèbre les relégués et ceux qui les secourent. Et, en contrepoint de *Torso* (2003), mémorial nomade de Tom Fecht, où chaque pavé rappelle une victime du sida, ou des Patchworks des noms, qui jouent des assemblages textiles pour fixer une autre mémoire, écoutons l'écrivain Didier da Silva se souvenir de Selim, 2 ans, et Mehdi, 10 ans, dont il accompagna les derniers jours.

L'exposition du MuCEM, visible jusqu'au 2 mai, dont le titre se termine par un « ! » qui interpelle comme un slogan, alarme comme une menace. Le collectif qu'édite Anamosa l'a été, sans doute pour que l'information s'entende comme un verdict imparable. D'autant que le travail de la graphiste Monika Jakopetrevska a su visuellement rendre extraordinairement fort l'appel au lecteur. Un ouvrage singulier et nécessaire donc. ■

PHILIPPE-JEAN CATINCHI